

**Solidarité avec les inculpé-es de Toulouse ! Libération et levée des poursuites !  
Ici comme ailleurs, stop à la répression !**

**Dans une atmosphère compressée par le bruit des bottes et le silence des pantoufles,  
toutes ces luttes nous concernent !  
Donnons-leur de l'air ! Résister c'est créer !**

Le **5 juillet** dernier, une dizaine de personnes ont mené une **action dans les locaux de la Protection Judiciaire de la Jeunesse**, à Labège (Toulouse), pour manifester **contre l'incarcération des mineurs**. L'atteinte aura été avant-tout matérielle et symbolique. La réaction de l'État est aujourd'hui brutale et arbitraire :

Une centaine de gendarmes ont en effet opéré le **15 novembre** à Toulouse des **perquisitions** (avec saisies et interpellations) dans sept lieux d'habitation, **embarquant au passage une famille** de sans-papiers.

Depuis ce jour, **4 personnes se trouvent toujours en détention** à la maison d'arrêt de Toulouse-Seysses, **une** autre est sous **contrôle judiciaire**. Elles sont accusé-es « de *participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences contre les personnes ou de destruction ou de dégradations de biens ; violence commise en réunion sans incapacité ; dégradation ou détérioration du bien d'autrui commise en réunion* ». Bien qu'au dire même du **procureur**, cette action "n'a finalement fait que peu de dégâts", les mesures répressives sont déjà lourdes.

Cette action légitime est venue en solidarité aux **mineurs révoltés** des Etablissements Pour Mineurs ("**I'EM tue**"), plusieurs s'y étant suicidés et une mutinerie ayant éclaté en mai dernier dans celui de Lavar, réprimée par les ERIS ("CRS" spécialement méchants, utilisés pour mater les soulèvements dans les prisons).

Ici l'État enferme pour quelques graffitis ; de plus en plus et avec une certaine constance, il tente de terroriser ses détracteurs et à tous ceux qui, frappé-es de plein fouet par la débâcle économique, se risqueraient à quelques actions directes expropriatrices et/ou revendicatives.

**Contact et infos du Collectif libéré pour les inculpé-es du 15 novembre :**

nonalepm@riseup.net ; <http://pourlaliberte.noblogs.org/>

**Soutien financier pour les frais de justice et la cantine en prison :** envoyez vos chèques à l'ordre de « Maria », CAJ c/o Canal Sud, 40 rue Alfred Duménil, 31400 Toulouse

**Ce n'est pas un milieu que l'on cible, c'est la capacité d'action de toute lutte.**

C'est pourquoi nous appelons à dénoncer à la fois la **politique sécuritaire** – dont la récente réforme sur la répression de la jeunesse ainsi que l'annonce d'un prochain décret permettant un fichage centralisé de la jeunesse (justice/école/santé) constituent des épisodes supplémentaires – et la répression menée à l'encontre des **personnes actuellement incarcérées et poursuivies**. La pression policière s'accroît sans cesse sur la population ; contrôles, surveillances et contraintes sont le lot quotidien de tout un chacun, particulièrement des pauvres.

Un appel est lancé par le 2e forum de Poitiers à faire du **samedi 17 mars 2012** une Journée nationale d'actions contre les politiques sécuritaires, au travers d'initiatives décidées localement, afin de faire connaître et de développer les diverses luttes existantes en favorisant leur coordination, et de construire une mobilisation contre toutes les formes de répression.

Concernant Tours nous donnons **rendez-vous en soutien** aux personnes passant en procès le **30 janvier (Orléans, 14h) et 8 mars 2012 (Tours, 9h)**. Nous invitons à s'informer, relayer, rejoindre ou former des groupes ayant des actions de solidarité ou **se mobilisant sur l'antirépression**.

Alentours : **Contre l'aéroport et son monde, Vinci Dégage !**

**15 opposant-es** au projet de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (Nantes) passent en **procès le 13 février**, pour des jets de fumier et de peinture sur le siège régional de la multinationale **Vinci (en charge projet)**, effectués en octobre dernier. Ces personnes ont été mises en garde-à-vue (et menacées de préventive) après une rafle violente opérée par **27 camions de police** le 1er décembre dernier. Ces poursuites s'ajoutent à une **répression rude**, notamment des tabassages lors de diverses manifestations.

Le durcissement de la répression, les procès systématiques, les coups, les insultes et les intimidations en tout genre, sont malheureusement le lot commun de tous les mouvements sociaux. Ces manœuvres sont plus politiques que juridiques. Cela doit cesser !

Pour obtenir des *informations sur la lutte vivace contre le projet d'aéroport et son monde* : <http://zad.nadir.org/> ; <http://lutteeaeroportnddl.wordpress.com> ; <http://acipa.free.fr/> ; <http://stopvinci.noblogs.org/>

À Tours : **L'État botte quand des militants actifs le comparent à un chasseur de baleines :**

**4 militants** actifs notamment sur les luttes de migrants sont **poursuivis en justice depuis 2010**. Ils passeront en Appel à Orléans le **30 janvier 2012** pour **diffamation** à l'égard d'administrations publiques, en l'occurrence des préfectures dont ils ont dénoncé les pratiques de **chasse au sans-papiers**. Leur communiqué incriminé évoquait notamment **l'utilisation d'enfants comme appât pour arrêter** et expulser des familles sans-papiers, méthode que les militants ont comparé à celles utilisées par la **police sous Vichy**. Ils alertaient sur la probable utilisation (à partir de recoupements) quant à l'utilisation du **fichier Base-Évêles** à cette fin. Cette répression judiciaire montre bien qu'il y a un **enjeu sensible du fichage** de la population.

Face à la multiplication des types de fichiers et de leurs connexions, il est pressant de s'opposer. Avec **Base-Élèves c'est l'ensemble de la jeunesse** qui est concernée ; le **décret d'interconnexion** évoqué plus haut est une autre prolongation. Base-élèves, apparu en **2007**, est une base importante. Ce fichier d'informations nominatives diverses est appelé à suivre jusque dans sa vie d'adulte toute personne dorénavant scolarisée dès la primaire. Des **associations**, des **élus**, des **enseignants** et **directeurs** sont déjà **mobilisés** contre cette mise sous surveillance généralisée qui ne sert pas qu'à la décoration. Les enseignants et surtout les directeurs d'école peuvent **résister à la mise en oeuvre** de ce fichage. Les **parents d'élève** peuvent **porter plainte**. Dans la poursuite de ce que font certains enseignants, parents d'élèves, et militants tels les 4 de Tours, il importe d'**amplifier** la contestation du fichage.

*Contacts et infos sur les 4 de Tours* : soifdutopies@yahoo.fr ; resf37@free.fr ; comité de soutien : <http://baleiniers.org/>

*Sur la lutte contre le fichier base-élèves* : <http://retraitbaseeleves.wordpress.com/kit-anti-be/>

À Tours : **Pressions sur la Gaypride sur un fond d'air de fachos :**

Une autre militante est poursuivie suite à sa participation à la **marche des fiertés LGBTi en mai 2011**. L'État avait entamé les **intimidations sur la Gaypride avant** même la tenue de la manifestation. Au cours de celle-ci il a fait charger ses troupes devant, c'est notoire, un par-terre de militants **d'extrême-droite**. Les **pandores** - pas tous clairement distinguables des fachos - ont joué la confusion, usé "gratuitement" de **violences** (plusieurs manifestants se retrouvant avec des ITT) pour s'en prendre à la queue du cortège ayant choisi d'**affirmer** que les questions de genre et de sexualité, sont des questions **politiques** solidaires de l'antiracisme et de l'anti-autoritarisme ; le message serait-il qu'il ne faudrait pas que **nos désirs fassent désordre** ?

La répression se poursuit avec cette **militante** ayant été filmée en train de se faire **frapper**, qui est **accusée** de violences sur agent. Une audience est fixée au jeudi... **8 mars 2012**. La répression judiciaire engagée est une manière opportuniste de **légitimer** la violence déployée tout en **occupant et isolant** quelques militants derrière des questions de **délinquance** et de rapports **inter-individuels**.

*Infos, Contact* : <http://juralib.noblogs.org/2011/06/09/suites-gay-pride-tours/> ; zazza@no-log.org

A Tours : **Des migrants encore à terrasser :**

Depuis plusieurs semaines, **des collectifs se mobilisent autour de migrants**, que ce soit le **collectif de Travailleurs Sans-Papiers** ou de **familles** en demande d'Asile se retrouvant **à la rue** (malgré les dispositions légales). L'État, dans sa guerre aux pauvres et aux étrangers, campe sur son **refus de maintenir dans une situation administrative légale les travailleurs** du collectif TSP, et s'assoit sur la légalité en **n'assurant pas de toit aux familles** en demande d'Asile.

Face la levée de la mobilisation, l'État tente de maintenir **apeurés et isolés** les premiers concernés en multipliant les pressions par des filatures, **contrôles d'identités** sur des lieux indispensables aux migrants (lycées, foyers,...), plusieurs **arrestations** et mises en rétentions (jusqu'ici aucune connue n'a abouti à une **expulsion** du territoire), des **menaces** d'expulsion de foyers d'hébergement de familles déboutées de droits administratifs.

*Contact du mouvement autour des familles DA* : [mouvementdeslogements@gmail.com](mailto:mouvementdeslogements@gmail.com)

*Contacts du Collectif des Travailleurs Sans Papiers 37* : Helder 06 49 18 94 35, Martin 06 09 42 03 21. *Contacts du Comité de soutien au CTSP37* : Josée 02 47 61 51 08, Chantal 02 45 47 95 22

Alentours : **Quand l'antiterrorisme s'émeut d'étincelles :**

Les choses traînent **depuis 2008**, soit environ 4 ans que plusieurs personnes sont sous le coup de **d'enfermements, contrôles judiciaires, et autres : coercitions** policières et judiciaires.

Le **13 février prochain** le TGI de Paris devra fixer une date (courant **mai 2012**) de procès pour considérer diverses affaires qu'il regroupe sous l'épithète (lourd de conséquences) de **terrorisme** : **3** camarades arrêtés avec **1 fumigène et des clous** tordus en janvier 2008 peu avant une manifestation se rendant au *Centre de Rétention Administrative* de Vincennes ; arrestation de **2** camarades au péage de Vierzon quelques jours plus tard ; l'accusation de tentative d'incendie d'**1 dépanneuse** de la police nationale en mai 2007 au moment de *l'élection de Sarkozy*, sur la base de relevés **ADN** ; l'accusation de tentative d'incendie d'**1 armoire électrique** de la SNCF en mars 2006, au moment de la *lutte contre le CPE*, également sur la base de relevés **ADN**. Ces faits concernent en tout **6 personnes**.

*Contact et infos* : [solidaritesinculpés@riseup.net](mailto:solidaritesinculpés@riseup.net) ; [http://infokiosques.net/mauvaises\\_intentions](http://infokiosques.net/mauvaises_intentions)

**Ce samedi 17 décembre** voit plusieurs initiatives en France en **solidarité avec les inculpés de Toulouse**. À **Tours**, nous pouvons déjà **nous rencontrer et partager nos témoignages et expériences** des diverses répressions policières (ou judiciaires, etc.) vécues, des plus banales aux plus choquantes.

**Il est temps de montrer les pratiques policières, de connaître les dispositifs sur lesquels elles s'appuient ou qui les contraignent, de questionner les motivations de telles pratiques, de se dégager de la peur et de l'auto-censure, de trouver des formes d'opposition réelles à cet environnement autoritaire et violent, néfaste pour tout un chacun.**

**Nous ne voulons pas de ce monde qui nous contrôle et nous emmure.  
Leurs matraques ne nous feront pas taire, ni marcher d'un seul pas !**

*Contact, infos, ressources sur l'antirépression* : antirep86@free.fr ; <http://www.antirep86.fr/> ; <http://resistons.lautre.net/> ; <http://www.ldh-toulon.net/spip.php?article1390> ; <http://clap33.over-blog.com/> ; <http://mirror.1tbps.org/copwatch/copwatchnord-idf.org>

